

---

# Sciences et souverainetés. Les sciences au cœur du projet national ?

Introduction

Grégoire Mallard, Catherine Paradeise et Ashveen Peerbaye

---

- 1 Les contributions de ce numéro offrent des points d'entrée empiriques à l'analyse concrète du lien entre savoir et pouvoir. Les terrains labourés couvrent un large spectre de disciplines scientifiques, saisies à divers moments de leur histoire. S'il s'en dégage cependant un fort sentiment de cohérence, c'est que, dans toutes ces enquêtes, il s'agit d'assurer des populations (l'humanité, l'ensemble des espèces vivantes, les femmes, les Français ou les Américains, etc.) contre des risques : en développant la chimie comme science nationale, en développant l'arme nucléaire, en exportant des modèles de gestion rationnelle, en faisant barrage au communisme grâce à l'économie, en observant les évolutions climatologiques, ou en améliorant la production végétale ou la santé humaine par la génomique. Ces enjeux sont ceux de la bio-politique (Foucault, 2004), où s'ancre désormais le rapport de la science à l'action.
- 2 Parler d'action, c'est d'abord identifier des acteurs : savant, politique, marchand, citoyen. Chacune de ces figures se démultiplie en une variété de groupes d'intérêts et de valeurs, qui s'affrontent, se coalisent, s'allient. Parler d'action, c'est encore en évoquer les cadres nationaux et internationaux, culturels, juridiques et institutionnels qui structurent l'action à travers des luttes d'institution ou de destitution (de « cadrage » et de « débordement »). Enfin, parler d'action, c'est ne pas tenir la science pour un instrument extérieur aux régimes de pouvoir, mais comprendre ses traits constitutifs (la manière dont on la construit, les faits qu'elle sélectionne, les usages auxquels elle se prête) comme leur étant intrinsèquement liés.
- 3 L'originalité de ce numéro réside dans le choix d'éclairer les figures par lesquelles les sciences pensent et sont pensées dans leur rapport à un type de pouvoir particulier – celui du souverain politique, qu'il soit despote, communauté de citoyens, concert de gouvernements nationaux, ou gouvernement mondial. Si les sciences ont précocement,

dès le xvii<sup>e</sup> siècle, cherché leur autonomie en se structurant en réseaux transnationaux, elles n'ont pas pour autant visé une complète indépendance par rapport aux souverains-monarques d'alors (Wuthnow, 1979). Dans l'Occident contemporain démocratique, elles ont cadré le plus souvent leur action publique en référence à la trinité « peuple – territoire – État-nation » (Arendt, 1982 [1951]). Ainsi, avec la « pasteurisation », la science médicale française de la fin du xix<sup>e</sup> siècle s'aide de la puissance de l'État régulateur pour quadriller le territoire national de ses instruments sociotechniques en tirant argument de la sécurité du peuple (Latour, 1985). Mais il arrive aussi à la science de s'en référer à une instance internationale ou supranationale pour appuyer son action. Ce n'est que dans les cas extrêmes, au xx<sup>e</sup> siècle notamment, qu'elle prétend agir en son seul nom, refusant ainsi de reconnaître une autre souveraineté que la sienne.

- 4 Cette approche procède du pari selon lequel la bio-politique entretient bel et bien une relation primordiale avec la souveraineté. Elle veut prolonger et dépasser deux interprétations dominantes dans les études sur les sciences. La première, se centrant exclusivement sur les formes de rationalité technique inventées dans le champ de la bio-politique, semble exclure tout lien entre savoir scientifique et pouvoir souverain (Foucault, 2001, 2004 ; Collier, Lakoff et Rabinow, 2004 ; Rabinow et Rose, 2003). La seconde tend à considérer que ce lien serait donné d'emblée comme une évidence historique, la nation et l'histoire de ses luttes politiques servant toujours de cadre de référence au savoir scientifique (Ben David, 1960 ; Bourdieu, 2002). Cette seconde approche risque ainsi de naturaliser le rapport entre sciences et souverainetés hérité du xix<sup>e</sup> siècle. En étudiant comment se reconfigure l'articulation entre savoir scientifique et pouvoir souverain sous la poussée de contestations porteuses d'innovations, de frictions et de résistances, les auteurs offrent des réponses empiriques aux questions suivantes, qui se déclinent de façon variée selon les types d'acteurs et leurs formes d'articulation au pouvoir : 1) Quelles figures du souverain les scientifiques déploient-ils ? 2) Quelles forces et quels acteurs activent-ils le renouvellement des formulations du lien entre science et souveraineté nationale ? 3) Quels types de connaissances, de compétences et de capitaux les scientifiques mettent-ils en œuvre pour assurer leur autonomie, avec et dans la nation et par-delà ses frontières ?
- 5 La spécificité de ce volume réside dans l'exploration de ces moments précis où les frontières souvent superposées de la science et de la nation se construisent, mais aussi se disjoignent : elles s'ouvrent alors à une pluralité d'interprétations, s'affrontent avec toute leur puissance, et réussissent (parfois) à se greffer à d'autres niveaux de souveraineté. Les deux premières contributions analysent des cas où le lien entre nation et science est d'emblée problématique dans les périphéries des centres mondiaux de l'innovation scientifique, où les scientifiques, sont confrontés au choix d'imiter une science réputée « universelle » pour rattraper leur retard (Dezalay et Garth), ou de rejeter la science dominante au risque d'être accusés de « particularisme » (Gordin). Dans la périphérie, l'enjeu est en effet de construire un lien solide entre science et nation. Étudiant le processus de professionnalisation de la chimie russe à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, Michael Gordin se place au croisement de logiques étatiques et professionnelles qui cherchent toutes deux à assurer l'autonomie nationale de la production de connaissances, hors de l'emprise hégémonique des « leaders » internationaux d'alors. Il montre comment la chimie russe, science périphérique mais

pas exotique pour autant, se développe autour de scientifiques comme Mendeleïev en cherchant à se nationaliser, c'est-à-dire à s'ancrer dans l'imaginaire national et à s'assurer la protection du souverain auprès duquel elle prétend incarner l'esprit national. Ce cas historique souligne tout le poids dont pèsent le champ et les projets de souveraineté sur la professionnalisation du savoir scientifique, le sujet de la science ne pouvant être défini hors de sa qualité de « sujet du pouvoir souverain du Tsar ».

- 6 Michael Gordin met l'accent sur un facteur culturel et local pour expliquer la force de ce lien entre science et nation. La chimie du XIX<sup>e</sup> siècle étant réputée « allemande » ou « française », l'aliénation que ressentent les jeunes scientifiques russes expatriés en Allemagne nourrit une culture oppositionnelle qui trouve un principe de structuration dans le sentiment national forgé et véhiculé au sein du *kruzhok*. La professionnalisation scientifique est ici toute entière traversée par l'adhésion profonde au primat de la raison nationale sur la raison scientifique. Paradoxalement, ce processus de distinction d'avec la chimie allemande et de structuration nationaliste de la science russe peut aboutir, lorsque le décollage de la science russe est avancé, à un discours prônant l'internationalisation de la sociabilité et du langage scientifiques, pour mieux renvoyer dos-à-dos les nationalismes français et allemand qui bloquaient l'essor de la discipline en Russie.
- 7 Yves Dezalay et Bryant Garth prolongent cette réflexion en analysant la professionnalisation dans l'après-guerre de la discipline économique dans les pays d'Asie du Sud-Est. Ils montrent comment les élites nationales du Sud contribuent à la stabilisation de leurs États et à la consolidation de l'« Empire » intellectuel américain sur des savoirs juridiques puis économiques. Si les économistes visent à institutionnaliser leur discipline face aux élites juridiques traditionnelles, les élites d'État pour leur part convoitent les ressources de l'expertise économique pour mieux autonomiser leur pouvoir et, par des « armes d'autant plus redoutables que légitimes », préserver leurs populations des séductions révolutionnaires. En s'érigeant comme représentants du « développement national » aux côtés des élites d'État, les économistes du développement cherchent à assurer la nationalisation d'un savoir économique prétendu « universel ». Pour autant, le rapport de la périphérie au « centre » de la science américaine, n'est pas de simple imitation : il se modifie entre la phase de décollage national de la discipline économique et celle de sa reproduction, lorsque la constitution de ses champs nationaux permet qu'une deuxième puis une troisième génération de scientifiques s'ajoutent à celle des pères fondateurs. Les économistes périphériques disposent alors d'un plus grand pouvoir de filtrage d'idées américaines en constant renouvellement, ce qui explique la résistance de l'économie du développement dans le sud-est asiatique face à la déferlante américaine des idées néo-libérales.
- 8 Reste à comprendre comment cette jonction entre des élites d'État et des professionnels de l'économie opère au niveau national. Dans une perspective bourdieusienne, les auteurs s'intéressent moins aux contenus des savoirs locaux qu'à la façon dont la genèse des champs nationaux de l'économie mobilise un « capital social » lié à l'histoire nationale. Ils montrent que l'adaptation différentielle des économistes, de leurs cultures locales, à ce jeu de « l'État racketteur » (Tilly, 1985), consistant à manipuler la variable « sécurité » pour régner sur les populations, dépend moins des savoirs des économistes, de leurs cultures locales, que du capital social qu'ils mobilisent pour se rendre indispensables au pouvoir d'État. En phase de décollage de la discipline,

ce capital social leur est indispensable pour survivre à l'instabilité des États et à l'hégémonie internationale de l'économie américaine. Une fois leur discipline autonomisée, ils résisteront d'autant plus aisément aux révolutions théoriques des économistes américains et aux « juntes » militaires qu'ils disposeront d'un plus grand capital social. Aussi la « dollarisation de l'économie » trouve-t-elle ses terrains de prédilection là où ne s'est pas construite une régulation croisée entre l'État et une profession autonomisée sur la base d'un fort capital social.

- 9 Les articles suivants se placent au contraire aux frontières avancées de la science, dans des situations de forte compétition internationale où se redessine l'alliance nationale de la loi et du microscope, à moins que celle-ci ne se délite sous le poids de nouvelles figures de la nation portées par les marchands et/ou les consommateurs-citoyens de la fin du xx<sup>e</sup> siècle. La régulation de la nation par les bio-pouvoirs se reconfigure ainsi dans de multiples directions, par des transformations qui ne sont ni uniformes, ni globales, ni hégémoniques.
- 10 Jean-Paul Gaudillière et Pierre-Benoît Joly proposent une lecture comparative internationale et interdisciplinaire de cette reconfiguration dans le domaine des biotechnologies. Aux États-Unis, les promesses des scientifiques de mieux faire vivre la nation sont bien reçues dans le secteur des OGM grâce à la force d'une régulation marchande qui articule pouvoir d'État et savoir des experts. En France au contraire, le principe de précaution, conquis de haute lutte politique par les consommateurs-citoyens, introduit du jeu dans l'articulation entre savoir professionnel et décision étatique, créant un doute sur les promesses scientifiques d'unir productivité et sécurité. Ce principe ouvre le champ à un nouveau type d'expert, davantage « citoyen-consommateur » que « professionnel-étatique », ancrant sa cause dans celle de l'identité et de la sécurité nationales. Les auteurs expliquent la contestation du monopole de la parole des professionnels par des facteurs davantage politiques et institutionnels que culturels ou sociaux. La nouvelle régulation « citoyenne-consumériste » des produits de la science gagne en crédibilité en déployant de nouvelles figures politiques de la nation, qui affaiblissent le lien traditionnel entre professionnels et bureaucrates, hérité du xix<sup>e</sup> siècle.
- 11 Ces mêmes raisons expliquent pourquoi un autre type de promesses formulées par les scientifiques a été reçu de manière contrastée en France et aux États-Unis : les promesses de dépistage du cancer du sein. Aux États-Unis, l'usage de tests de dépistage des risques de maladies génétiques s'est rapidement répandu, entraînant la régulation du vivant hors du cadre médical et vers un cadre privé assurantiel. Ainsi, les tests de prédisposition au cancer du sein, qui n'ouvrent à aucun traitement, défont le lien traditionnel entre dépistage et intervention thérapeutique, créant une population nouvelle de clientes, patientes potentielles dont l'administration relève des services assurantiels plutôt que des services cliniques. Lorsqu'il n'est pas institutionnellement verrouillé par une régulation professionnelle-étatique, le lien entre savoir clinique et pouvoir médical se relâche et autorise un branchement direct du savoir génétique sur le pouvoir assurantiel fondé sur l'identification actuarielle de groupes à risque. Cette mutation explique ainsi la naissance d'un acteur collectif féministe autour du cancer du sein aux États-Unis, qui cherche à constituer ces patientes en puissant acteur politique, alors que les Françaises sont abritées par des régulations professionnelles-étatiques fortement encadrées dans des institutions médicales qui associent systématiquement recherche biologique et pratique clinique.

- 12 C'est cette même crise de l'alliance entre experts scientifiques et représentants de l'État, pourtant longtemps constitutive de la régulation nationale du vivant, qu'analyse Vincent-Antonin Lépinay. Les promesses de la science de faire mieux vivre les populations, et les définitions nationales qui délimitent ces populations, sont au centre des controverses américaines sur l'usage des cellules souches embryonnaires. Ici, la régulation étatique-professionnelle s'est défaite sous l'impulsion de l'État plutôt que sous la poussée des militants ou des associations de malades. En qualifiant les cellules souches embryonnaires d'« embryons en puissance », l'État fédéral américain les réintègre au sein de la communauté nationale, les transforme en sujets que lui seul est autorisé à faire mourir. Il dépouille donc la science nationale du libre usage de ses objets de recherche, s'exposant à l'accusation de la trahir en limitant l'action des scientifiques (au risque d'être sanctionné par un « brain drain »), et de trahir l'offre de protection de la science envers la nation américaine. Suivant en cela une perspective latourienne, Vincent-Antonin Lépinay souligne que le souverain se fait lui-même de plus en plus savant, entre dans les débats techniques, et contribue à mettre à l'agenda scientifique l'exploration des promesses offertes par des cellules souches alternatives.
- 13 Les jeux de la bio-politique et de la souveraineté nationale s'alimentent ainsi à la variété des qualifications des « êtres » (cellules souches de différents types) dont s'emparent les scientifiques, l'État, les familles, en relation avec la diversification des formes du « souci de soi » (Foucault, 2001), qui s'exprime ici par la thésaurisation personnelle de cellules souches, opposée à la circulation anonyme des cellules recueillies dans des banques. Si un « pouvoir des malades » (Rabeharisoa et Callon, 1999) s'était construit à la fin du <sup>xx</sup>e par la constitution d'une véritable communauté politique des familles en souffrance, c'est, comme dans les débats sur les tests de dépistages de cancer précédemment évoqués, un « pouvoir des patients » qui se cherche dans les controverses sur les cellules souches qui agitent le début du <sup>xxi</sup>e siècle. En qualifiant politiquement et socialement les êtres manipulés par la science, ce pouvoir affectera le travail des chercheurs, médecins et marchands susceptibles d'inventer, mettre en œuvre et vendre des dispositifs d'alerte et des traitements. En réponse, les scientifiques tentent de faire valoir leur nécessaire autonomie pour assurer la crédibilité des promesses de sécurité qu'ils adressent à la population nationale.
- 14 Les articles suivants développent cette analyse du lien entre science et nation, en présentant des cas où les scientifiques proposent de relâcher leur alliance avec le pouvoir de l'État-nation en la plaçant sous l'égide d'une raison supranationale ou internationale supérieure à celle de la nation. Ils sont pourtant bien souvent les perdants de ces controverses, confirmant une fois encore la difficulté de nos conceptions du souverain à dépasser l'horizon de la nation.
- 15 Grégoire Mallard situe son analyse précisément à ce point où la bio-politique tente de pénétrer le champ du pouvoir souverain en déplaçant son attache du niveau national au niveau supranational. Analysant la genèse de la stratégie américaine de non-prolifération nucléaire après la Seconde Guerre mondiale, il montre comment les scientifiques et administrateurs réunis autour de Lilienthal et d'Oppenheimer essaient de bousculer la vieille définition du pouvoir souverain selon la trinité « peuple – territoire – État-nation » pour lui substituer la triade « populations – savoir expert – communauté transnationale ». Ces chercheurs tentent de rendre crédible l'idée que seules des communautés transnationales de scientifiques peuvent assurer la sécurité des populations grâce à leur contrôle du savoir expert sur l'atome. Ils dénationalisent le

sujet à protéger des risques d'annihilation nucléaire, en prétendant parler au nom de l'humanité tout entière plutôt que d'un peuple particulier. Ils affirment par conséquent la nécessité de déléguer le pouvoir souverain aux scientifiques eux-mêmes, ou à un gouvernement mondial, qui seuls peuvent maîtriser promesses et menaces conjointement portées par l'avancée des techniques de la bio-politique, qui peuvent tout aussi bien faire mieux vivre (par la recherche sur le cancer) que faire mourir (par les bombes nucléaires).

- 16 Les experts en physique nucléaire tentent ainsi un « coup de souveraineté » qui rompt l'alliance établie avec les représentants de l'État-nation au temps de la guerre. Ce « coup » avortera, pour des raisons culturelles et institutionnelles. Les physiciens réunis autour d'Oppenheimer échoueront à imposer leur supranationalisme face à la restauration d'une vision commune de la souveraineté nationale que porte une nouvelle alliance entre certains scientifiques, des experts de la nouvelle recherche opérationnelle et de la science politique, des fondations, des parlementaires républicains, sur fond de refroidissement des rapports Est-Ouest et de défense de la démocratie libérale telle qu'elle fut inventée au XIX<sup>e</sup> siècle. Entre l'État et les professionnels de la physique nucléaire vient s'intercaler tout un champ d'expertise peuplé de non-physiciens, diversifiant les sources de production de connaissances, revivifiant le pouvoir souverain de l'État-nation et imposant peu à peu son propre langage et ses propres références dans la sphère publique américaine.
- 17 Le supranationalisme des physiciens américains de l'immédiat après-guerre présente l'alternative la plus marquée à la conception nationale de la souveraineté. Les deux derniers articles présentent des exemples moins radicaux, où des communautés scientifiques cherchent à fonder leur pouvoir sur des dispositifs, non pas trans- ou supra-, mais internationaux. John Krige s'intéresse à la recherche opérationnelle comme tentative américaine d'unifier les procédures d'action militaire au sein des pays de l'OTAN. D'abord conçue comme science de l'optimisation de la destruction d'autrui et de la protection de soi sur le champ de bataille, la recherche opérationnelle cherche son efficacité défensive dans la coordination des alliés autour d'un même plan d'action équipé des mêmes procédures. Ses promoteurs pensent ainsi pouvoir européeniser la recherche opérationnelle par un simple transfert de technologie accompagné d'une acculturation des Européens à l'esprit américain de la recherche opérationnelle. Mais cette tentative se révèle vite insuffisante à subvertir les normes disciplinaires inscrites dans les contextes institutionnels européens, les clivages entre savoirs militaires et universitaires, la diversité des modèles d'articulation entre hiérarchie militaire et expertise civile. Les alliances nationales entre experts et bureaucrates résistent, au grand dam du commandement américain. L'explication de l'échec est donc pour John Krige d'ordre institutionnel. Alors que l'attention portée aux problèmes par les Américains faisait prévaloir interdisciplinarité et coopération, les barrières disciplinaires et statutaires faisaient obstacle aux déploiements militaires de la recherche opérationnelle en Europe.
- 18 Les régulations élaborées par les organisations internationales offrent ainsi un terrain fécond pour appréhender le caractère conjointement politique et scientifique des évolutions contemporaines de la science. C'est aussi le lieu qu'ont choisi Amy Dahan et Hélène Guillemot pour identifier un changement de régime de production des savoirs dans les sciences du climat au cours des vingt dernières années. Elles offrent le seul exemple de ce numéro où la régulation conjointe du savoir expert et du pouvoir

politique a pu se déplacer du niveau national au niveau international, de manière toutefois largement incomplète et controversée. Ce nouveau régime internationaliste se caractérise par une « hybridation croissante des dynamiques scientifiques propres et des dynamiques politiques » sous l'égide du concert des gouvernements et des experts nationaux réunis depuis 1988 au sein du Groupe Intergouvernemental d'Étude du Climat (GIEC). En se dotant de dispositifs qui imbriquent expertises scientifiques et politiques, le GIEC ne tente pas d'articuler savoirs spécialisés et profanes au service de la recherche d'un consensus national, à la manière d'un « forum hybride » (Callon *et al.*, 2001) ; il tente plutôt d'accroître la réflexivité globale des acteurs internationaux en offrant une arène à la construction rigoureuse des controverses et la production de scénarii d'action. Il ne s'agit donc pas de rendre la science et l'action publique plus proches des citoyens ou du peuple, mais d'articuler ensemble les options prévues et discutées par des gouvernements nationaux.

- 19 Cette internationalisation n'oppose donc pas des conceptions différentes de la souveraineté nationale, mais aboutit au contraire à renforcer l'union symbolique entre experts et gouvernements nationaux. Peut-être est-ce la raison de son succès.
- 20 Mais les auteures donnent aussi à voir les glissements et tensions qui accompagnent l'incorporation au sein du GIEC de l'expertise des nations de la périphérie, qui contestent les prétentions universalistes du paradigme de la modélisation numérique du Nord, et son ambition de fonder l'imposition de normes d'émission restrictives au Sud. Les pays du Sud dénoncent la modélisation comme « langage du Nord », dont les variables, les paramètres et les routines déshistoricisent les écarts entre régions du monde, « effacent le passé », naturalisent le présent, et « globalisent le futur ». En prenant le parti institutionnel de rallier ces nouveaux acteurs du Sud, porteurs d'intérêts et de valeurs spécifiques, le GIEC promeut ainsi davantage la négociation entre des sciences du climat régionalisées ou nationalisées que leur internationalisation sous la forme d'un langage universel et d'une référence à une légitimité politique supranationale.
- 21 Les contributions réunies dans ce volume ne revendiquent donc pas une perspective unique. Elles déploient au contraire une variété d'approches théoriques et empiriques sur la même question des liens entre sciences et nations. Ils montrent que la prolifération de réseaux scientifiques transnationaux n'est pas cette chance extraordinaire qu'en fait l'école néo-institutionnaliste américaine (Meyer *et al.*, 1997 ; Drori *et al.*, 2003), qui assurerait simplement la migration des savoirs occidentaux vers tous les États-nations soucieux d'œuvrer au bien-être et à la sécurité de leur peuple. Ces différents cas montrent que le développement contemporain des sciences dans les États-nations met en jeu une conception politique de la souveraineté qui n'associe pas toujours de façon harmonieuse représentants du Prince et scientifiques, instances nationales et internationales, pays du centre et de la périphérie. Les scientifiques d'un pays de la périphérie peuvent manquer du capital social qui en ferait de réels interlocuteurs pour les représentants de l'État. L'union de l'État-nation et de la science transnationale peut être contestée par des associations de citoyens-consommateurs mettant simultanément en cause scientifiques et pouvoir souverain. Enfin, l'idée même de souveraineté nationale, héritée du XIX<sup>e</sup> siècle peut être controversée pour les scientifiques eux-mêmes. L'histoire et la sociologie contemporaines des bio-pouvoirs ne peuvent donc se dispenser de multiplier les recherches empiriques, avec un grand souci d'ouverture théorique, si elles ambitionnent de fonder une théorie générale du

développement scientifique qui permette de penser leur lien au politique en général, et au pouvoir souverain en particulier.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Arendt, H., 1982 [1951]. *L'impérialisme*. Fayard, Paris.

Ben-David, J., 1960. Scientific Productivity and Academic Organization in Nineteenth-century Medicine. *American Sociological Review* 25, 828-843.

Bourdieu, P., 2002. Les conditions sociales de la circulation des idées. *Actes de la recherche en sciences sociales* 145, 1-9.

Callon, M., Lascoumes, P., Barthe, Y., 2001. *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*. Seuil, Paris.

Collier, S., Lakoff, A., Rabinow, P., 2004. Biosecurity: Towards an Anthropology of the Contemporary. *Anthropology Today* 20 (5), 3-7.

Drori, G., Meyer, J., Ramirez, F., Schofer, E., 2003. *Science in the Modern World Polity: Institutionalization and Globalization*. Stanford University Press, Stanford.

Foucault, M., 2001. *L'herméneutique du sujet*. Cours au Collège de France 1982. Gallimard-Seuil, Paris.

Foucault, M., 2004. *Naissance de la biopolitique*. Cours au Collège de France 1978-1979. Gallimard-Seuil, Paris.

Latour, B., 1985. *Pasteur : guerre contre les microbes*. Nathan, Paris.

Meyer, J., Boli, J., Thomas, G., Ramirez, F., 1997. World Society and the Nation State. *American Journal of Sociology* 103 (1), 144-181.

Rabeharisoa, V., Callon, M., 1999. *Le pouvoir des malades : l'Association française contre les myopathies et la recherche*. Presses de l'École des Mines de Paris, Paris.

Rabinow P., Rose N., 2003. Notes on the Concept of Bio-Power. [http://www.molsci.org/files/Rose\\_Rabinow\\_Biopower\\_Today.pdf](http://www.molsci.org/files/Rose_Rabinow_Biopower_Today.pdf).

Tilly, C., 1985. War Making and State Making as Organized Crime. In: Evans, P., Rueschmeyer, D., Skocpol, T. (Eds.), *Bringing the State Back In*. Cambridge University Press, New York, pp. 169-192.

Wuthnow, R., 1979. The Emergence of Modern Science and World System Theory. *Theory and Society* 8 (2), 215- 243.



## AUTEURS

### **GRÉGOIRE MALLARD**

Princeton University, Department of Sociology, Wallace Hall, Princeton NJ 08544

LATTS (CNRS, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Université de Marne-la-Vallée), Bâtiment  
Bois de l'Etang, Cité Descartes, 77420 Champs sur Marne

### **CATHERINE PARADEISE**

LATTS (CNRS, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Université de Marne-la-Vallée), Bâtiment  
Bois de l'Etang, Cité Descartes, 77420 Champs sur Marne

Catherine.Paradeise[at]univ-mlv.fr

### **ASHVEEN PEERBAYE**

LATTS (CNRS, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Université de Marne-la-Vallée), Bâtiment  
Bois de l'Etang, Cité Descartes, 77420 Champs sur Marne